



Le Quotidien Numérique

du mercredi 5 juillet 2017

d' Afrique

7 Jrs/7

N°441

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant..
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 17.

Audience au MATD : le ministre reçoit une délégation de l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) Page 6



Agression de Hamed Kossa : Des organisations professionnelles des médias audiovisuels tapent du poing sur la table

Page 2



Lancement d'une nouvelle compagnie de transports : S.B.T.A

Page 12



Agression de Hamed Kossa : Des organisations professionnelles des médias audiovisuels tapent du poing sur la table

Page 11



Agression de Hamed Kossa : Des organisations professionnelles des médias audiovisuels tapent du poing sur la table

Région du Centre



Les conférenciers, à travers ces mesures disent vouloir décourager d'éventuels intervenants.

Des organisations professionnelles des médias audiovisuels du Burkina ont animé une conférence de presse ce lundi 03 juillet 2017 à Ouagadougou, pour faire part aux hommes de média des décisions prises suite à l'intrusion et la commission d'actes de violences physiques et psychologiques des membres de la CORA-BF le mercredi 28 juin 2017 à un animateur de la Radio Oméga.



Des responsables de presse étaient présent à ce point de presse.

On s'en rappelle encore, le mercredi 28 juin 2017 aux environs de 09h30, un groupe d'artistes se réclamant de l'association CORA-BF, sous le prétexte de remettre une lettre de protestation, à la Direction, de la radio Omega, s'est introduit

dans le studio de la radio pour en déloger l'animateur Hamed Kossa qui selon eux ne jouerait pas assez de musique burkinabè.

La radio Oméga s'étant vu lésée a initié une action en justice ce jour

même en vue d'obtenir justice et réparation de ces actes de violence.

C'est donc en soutien à Radio Oméga que l'UNALFA, l'AJB, J2C, 2ART-BF, l'UBESTV, le SYNATIC et PlumAlerte ont initié ce point

La suite à la page 3

SOCIÉTÉ

La suite de la page 2

de presse dans l'après-midi de ce lundi 03 juillet 2017 au Centre national de presse Norbert Zongo à Ouagadougou pour faire part des décisions prises.

Les organisations professionnelles de média audiovisuels ont décidé d'entreprendre les actions suivantes :

1. La suspension de diffusion sur les antennes des œuvres et des activités de promotion de tous les artistes impliqués dans cette agression jusqu'à nouvel ordre ;
2. Le boycott de toutes les activités de la CORA-BF jusqu'à nouvel ordre ;
3. Une journée nationale de protestation contre toute forme de violence et d'agression à l'encontre des journalistes et des médias le mercredi 05 juillet 2017 ;
4. Une journée de protestation avec des émissions musicales sans animateurs le mercredi 05 juillet 2017, intercalées de messages de protestation.

Les organisations professionnelles disent s'être engagée en outre à :

- à soutenir et à accompagner la procédure judiciaire initiée par radio Oméga en vue d'obtenir justice et réparation de ces actes de violences physiques et psychologiques dont les conséquences sont loin d'être maîtrisées à cet instant ;
- Invitent le Conseil supérieur



Issoufou Saré, Président de UBESTV.

de la communication, le ministère de la culture, le ministre de la communication et le ministère de la sécurité à se prononcer sur la question ;

- Souhaitent que la question de la sécurisation des médias privés, soulevée depuis les mutineries de 2011 et après le coup d'Etat de septembre 2015 soit prise à bras le corps par le gouvernement ;
- Elles invitent la radio Oméga à ne déroger en rien à sa ligne éditoriale et musicale qui fonde son identité.

Mais avant elles ont tenu à rappeler ceci :

1. Il existe des médias généralistes et des médias thématiques y compris dans un genre musical spécifique donné ;
2. Le pourcentage de musique burkinabè convenu avec les autorités administratives

de régulation s'applique au média sur l'ensemble de sa diffusion et non pas à une émission qui peut avoir une ligne musicale ou éditoriale spécifique ;

3. Un média privé, nonobstant son obligation conventionnelle, est fondamentalement tenu par des exigences d'audience donc par le choix de son public. Que dans ce cas, c'est le choix de son public qui définit sa playlist.

Pour l'instant, l'organisation dit prendre le temps de bien visionner la vidéo pour voir les artistes incriminés. Pour le cas de L'artiste Océan, animateur à la télévision BF1 faisant parti du groupe, Issoufou Saré, Président de UBESTV, a rassuré qu'il subira les mêmes sanctions que les autres.

Avant de clore, les conférenciers ont déploré cette situation qui n'est nullement favorable à la collaboration et à une bénéfique coopération entre les deux entités partenaires que sont les diffuseurs et les artistes musiciens.

Alfred Sié KAM/Rédaction SC Info

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Service d'information du gouvernement : Félix Kambiré remplace Barnabé Kiemtarboum

Région du Centre

Le Service d'information du gouvernement (SIG) a un nouveau coordonnateur en la personne de Félix Bobar Kambiré. Il a été installé dans ses nouvelles fonctions par le directeur de cabinet du ministre de la Communication et des relations avec le Parlement, Adama Coulibaly, ce 30 juin 2017.

Nommé en Conseil des ministres du 28 juin 2017, il remplace ainsi Barnabé Kiemtarboum qui occupait ce poste depuis février 2016.

En présence de ses désormais ex-collaborateurs, ses amis et connaissances, M. Kiemtarboum s'est dit « fier » d'avoir travaillé dans un SIG fait d'hommes et de femmes solidaires et dévoués à la tâche. Un travail d'équipe qui, dit-il, a permis au SIG de relever certains défis même si des imperfections ne manquent pas, « naturellement ».

Quant au coordonnateur entrant, il a loué les mérites de son devancier et salué le travail qu'il a abattu. Il entend être constamment à son école afin de bénéficier de son expérience et de son savoir-faire.

D'ores et déjà, M. Kambiré a promis de donner le meilleur de lui-même, comme il a « su le faire » dans ses précédentes fonctions. Toutefois, il voudrait compter sur l'accompagnement et le soutien de l'ensemble de son équipe.



Le Service d'information du gouvernement (SIG) a un nouveau coordonnateur en la personne de Félix Bobar Kambiré.



Nommé en Conseil des ministres du 28 juin 2017, il remplace ainsi Barnabé Kiemtarboum qui occupait ce poste depuis février 2016.

DCPM/MCRP

FLASH INFOS

Brèves**Tentative d'assassinat de Inoussa Kanazoé : Moussa Kouanda libéré**

Selon le quotidien Le Pays, l'opérateur économique Moussa Kouanda qui était entre les mains de la gendarmerie, depuis le 29 juin dernier dans le cadre d'une enquête sur une tentative d'assassinat dont serait victime Inoussa Kanazoé, son ancien associé a été libéré. « Selon les informations qui nous ont été transmises hier dans l'après-midi, lundi 3 juillet 2017, Moussa Koanda a été présenté au procureur du Faso pour être entendu. Après son audition, il a été immédiatement libéré », soutient Le Pays.

Ouagadougou : deux personnes décèdent après la chute de leur véhicule dans le barrage de Tanghin

Selon Koaci.com, « deux personnes sont mortes dans la nuit de dimanche à lundi (du 02 au 03 juillet 2017), après que leur véhicule a fait une chute dans un barrage de Ouagadougou ». « Selon des témoins, l'accident est survenu vers 2 heures du matin, lorsque le véhicule, une BMW coupée de couleur blanche et immatriculé 11 HN 4123, a fait un plongeon dans le barrage situé dans le quartier Tanghin de Ouagadougou, après avoir raté un virage ». Les deux occupants de la voiture, le propriétaire et son ami qui était au volant, n'ont pas pu être sauvés. « Les victimes, toutes trentenaires, qui étaient des commerçants de pièces détachées automobiles, laissent derrière eux des épouses et de nombreux enfants », conclut Koaci.com.

Assemblée Nationale-Loi sur l'Allègement des conditions d'exécution des programmes et projets adoptée

Au cours de sa séance plénière tenue le 3 juillet 2017, l'Assemblée Nationale a adopté la loi sur l'Allègement des conditions d'exécution du programme et projets partenariat public privé (PPP). Avant le vote, les députés de l'opposition qui contestent vivement cette loi ont quitté l'hémicycle (sauf deux). Le projet de la loi controversé a été voté "Pour" par 76 députés. En rappel, selon la majorité l'adoption de cette loi vise à pallier la faiblesse du taux de contractualisation des PPP et de l'urgence des besoins en matière d'investissement.



publiez vos annonces légales
sur Sciences Campus Info

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Audience au MATD : le ministre reçoit une délégation de l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA)

Région du Centre



À sa sortie d'audience, madame URABI dit être venue rendre une visite de courtoisie au Ministre en charge de l'administration territoriale.

Le **Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation Siméon Sawadogo** a reçu en audience le **lundi 03 juillet 2017**, une **délégation de l'Agence Japonaise de la Coopération Internationale** conduite par la **coordinatrice**

du Service des Volontaires, madame URABI Miki.

À sa sortie d'audience, madame URABI dit être venue rendre une visite de courtoisie au Ministre en charge de l'administration territoriale. Elle a également

présenté au ministre quatre (04) volontaires japonais qui serviront à Saponé, Pabré et Dapélogo.

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du MATD

*Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...*

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Discours de monsieur le ministre de la justice, des droits humains et de la promotion civique, garde des sceaux

Région du Centre

A L'OCCASION DE LA CEREMONIE D'OUVERTURE DE LA HUITIEME CONFERENCE ANNUELLE DU PERSONNEL DE LA GARDE DE SECURITE PENITENTIAIRE

Ouagadougou, le 03 juillet 2017

Centre national Cardinal Paul ZOUNGRANA

Honorables invités ;
Mesdames, Messieurs
les participants ;

Je me réjouis de présider, ce matin et pour la première fois, la cérémonie d'ouverture de la conférence des personnels de la GSP, huitième du genre. Ma joie est d'autant plus grande qu'il s'agit de remettre en marche une tradition qui avait été interrompue dans sa dynamique, en raison des soubresauts socio-politiques traversés par notre pays. Pour une reprise, cette huitième conférence ne manque pas de marquer les esprits en se saisissant des préoccupations de l'heure. En effet, vous avez décidé de vous pencher sur la thématique suivante : « Les réformes institutionnelles au sein de la Garde de sécurité pénitentiaire en adéquation avec les normes dans la mise en œuvre du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) ». En choisissant un tel thème, la Garde de Sécurité Pénitentiaire s'inscrit en droite ligne des efforts déployés



Monsieur le ministre de la justice, des droits humains et de la promotion civique, garde des sceaux.

par les différentes institutions de la république, en vue d'accompagner le gouvernement dans la mise en œuvre du Plan National de Développement Economique et Social.

Honorables invités ;
Mesdames, Messieurs
les participants

Il m'apparaît d'une vérité indéniable que les nouvelles formes de menaces qui s'imposent à notre sous-région, en général, et à notre pays, en particulier, commandent de nous de repenser les stratégies sécuritaires au niveau de nos forces de défense et de sécurité, dont la GSP. Il est, en effet, impératif que les stratégies ainsi que les capacités opérationnelles

soient mises en discussion pour tenir compte du contexte du terrorisme et de la montée des extrémismes de tout genre. Par ailleurs, du point de vue de la philosophie carcérale, les actions et les pratiques au niveau de la GSP doivent prendre en compte, de façon efficace, les impératifs tenant à la réinsertion sociale des détenus. Ces défis doivent indiscutablement induire des réformes courageuses et pertinentes au niveau de la GSP. Ces changements doivent traverser l'institution dans toute sa verticalité. C'est pourquoi j'apprécie hautement la présence de toutes les catégories professionnelles de la GSP. Si la GSP veut compter parmi les institutions respectées de ce pays, elle doit travailler à rendre utiles nos prisons, elle

La suite à la page 8

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 7

doit être à l'avant-garde de ce combat : celui qui permettra aux populations de comprendre que la peine d'emprisonnement a un sens et que la prison, au regard du professionnalisme de ceux qui y travaillent, est porteuse d'éducation et de changement vertueux. Loin de moi l'idée de dire ici que vous portez l'exclusivité de la responsabilité d'un quelconque échec de la prison, mais vous détenez de grandes capacités pour la rendre utile à notre société.

Honorables invités ;
Mesdames, Messieurs
les participants ;

L'évolution du niveau de conscience, la prégnance des réseaux sociaux et autres sources d'information, font que des institutions de type paramilitaire comme la GSP, doivent définir de nouveaux paradigmes en matière de commandement. Les chefs doivent intégrer cette donne qu'ils ne peuvent plus commander comme de par le passé. En revanche, les subordonnés doivent intérioriser le fait que la considération qu'ils attendent de leurs chefs sera la contrepartie de leur professionnalisme, de leur loyauté et de leur intégrité. En clair, chacun à son niveau, doit aller vers un nouveau type de rapports en se laissant convaincre qu'il n'est plus possible de faire autrement.

Tous ces enjeux me font dire que nous n'avons pas eu tort de remettre en marche cette conférence annuelle du personnel de la GSP. Comme vous le savez sans doute elle a été instituée dans le but de permettre entre autres :

- le raffermissement de la cohésion au sein de la GSP;
- l'actualisation des connaissances et des pratiques pénitentiaires ;

- l'harmonisation des principes de commandement ;
- l'amélioration de la gestion des différents services de la GSP.

Mesdames et messieurs ;
Chers participants à cette huitième conférence,

Je connais et apprécie le dynamisme de la GSP. Je sais que fort de ce dynamisme et de la jeunesse de la plupart de ses acteurs, les débats seront pertinents et à même de déboucher sur des conclusions qui permettront à l'institution de contribuer au développement socio-économique du Burkina Faso. A ce stade de mon propos, je voudrais reconnaître et rendre hommage à mes devanciers à la tête du département de la justice qui ont porté sur les fonts baptismaux et fait grandir le corps de la GSP. Je salue et félicite également les différentes hiérarchies qui ont permis à ce corps de s'affirmer dans le paysage sécuritaire de notre pays depuis sa création le 17 août 1984. Je loue, enfin, le professionnalisme de l'ensemble du personnel de la GSP, à la retraite comme en activité, qui permet au corps d'être apprécié et félicité au double plan national et international.

Porté par cette conviction, je ne peux tout de même m'empêcher d'espérer de vous, que vos discussions ne perdent pas de vue la nécessité d'aller vers des réformes, de définir de nouvelles stratégies prenant en compte les standards internationaux en matière pénitentiaire et au-delà, les exigences de bonne gouvernance administrative.

Mesdames et messieurs

Il me serait fastidieux de vouloir relever dans un discours de circonstance comme celui de ce

matin, les avancées enregistrées au niveau de la GSP. A tout point de vue, l'institution a évolué tant du point de vue quantitatif que qualitatif. Pour ma part, je ne doute pas que le meilleur est à venir en ce qui la concerne, et je m'y emploierai en étroite collaboration avec la hiérarchie et avec le concours de tout le personnel. C'est pourquoi, je reste convaincu que pour se donner toutes les chances de réussir, le personnel de la GSP dans son ensemble, doit travailler à renforcer davantage la discipline, à améliorer la communication et à privilégier l'esprit de dialogue, pour plus d'efficacité dans les missions qui lui sont assignées.

Mesdames et Messieurs
c o m m u n i c a t e u r s ,

Je suis confiant en vos capacités et je n'ai aucun doute que vous saurez poser un diagnostic sans complaisance qui suscitera des débats pour aboutir à des thérapies efficaces. Mesdames et messieurs les participants, Je souhaite que vous puissiez échanger avec franchise, dans la courtoisie et dans la plus grande élégance. Pour ma part, j'attends impatiemment les conclusions des travaux de cette huitième conférence en vous invitant à garder à l'esprit que les diagnostics sans complaisance précèdent les thérapies les plus efficaces. C'est sur cette note d'espoir et d'encouragement, et tout en souhaitant plein succès à vos travaux, que je déclare ouverte la huitième conférence annuelle des personnels de la Garde de sécurité pénitentiaire.

Je vous remercie !

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Tribunal de grande instance de Ouagadougou : taches et actes délivrés au greffe

Région du Centre

1. CHAMBRE CORRECTIONNELLE

• Recherche et délivrance d'expédition de jugements correctionnels : Tous les mardi et vendredi de 08h à 11h.

COUT DES DIFFERENTS ACTES

- Délivrance d'extrait de jugement : 500 F
- Délivrance d'expédition : 500 F par feuille et timbre fiscal de 200 F sur chaque feuille
- Délivrance de grosse : coût 500 F par feuille et un timbre fiscal de 200 F sur chaque feuille
- Délivrance d'un extrait d'acte d'appel : 500 F
- Délivrance de certificat de non appel : 500 F

2. CHAMBRE DES REQUETES ET DES ORDONNANCES

- Acte d'opposition en matière d'ordonnance d'injonction de payer
- Certificat de non-opposition
- Certificat de non contestation en matière de saisie
- Enrôlement des requêtes
- Recherches et délivrance des jugements rendus sur requêtes (rajout de prénoms, rectification d'acte d'état civil) et d'ordonnance de référé : Tous les mardi et vendredi de 08 h 30 à 11 h 30.
- Numéro d'ordonnance diverses

COUT DES DIFFERENTS ACTES

- Délivrance d'extrait de jugement : 500 F
- Délivrance d'extrait



Tribunal de grande instance de Ouagadougou : taches et actes délivrés au greffe.

d'ordonnance : 500 F

- Délivrance d'expédition : 500 F par feuille et un timbre fiscal de 200 F sur chaque feuille
- Délivrance de grosse : 500 F par feuille et un timbre fiscal de 200 F sur chaque feuille
- Délivrance de certificat de non contestation : 500 F

3. CHAMBRE CIVILE

- L'enrôlement des dossiers civils se fait au plus tard le jeudi précédant l'audience concernée
- Cession volontaire de salaire : -Le dépôt se fait tous les jours ouvrable de 08 h à 11 h -Le retrait à 14 h 30 -Délais moyen de délivrance : soixante-douze (72) h

- Les recherches des jugements civils se tiennent tous les mardi et vendredi, de 9 h à 12 h
- Actes de dépôt (mariage, cahier de change en matière de vente immobilière)

COUT DES DIFFERENTS ACTES

- Cession volontaire de salaire : 500 F
- Délivrance d'extrait de jugement : 500 F
- Délivrance d'expédition : 500 F par feuille et un timbre fiscal de 200 F sur chaque feuille
- Délivrance de grosse : 500 F par feuille et un timbre fiscal de 200 F sur chaque feuille
- Délivrance de certificat de non opposition : 500 F

LE CASIER JUDICIAIRE

La suite à la page 10

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9

- Conditions de délivrance
Etre né dans le ressort territorial du Tribunal de Grande Instance de Ouagadougou.
- Pièces à fournir
- Une demande timbrée à deux cents (200) francs (timbre fiscal) adressée au Greffier en chef du Tribunal
- Un extrait d'acte de naissance du demandeur
- La somme de trois cents (300) francs donnant droit à une quittance
- Délais moyen de délivrance
Soixante-douze (72) heures
- Dépôt
Tous les jours ouvrables de 08 h à 10 h au bureau d'accueil et de renseignement situé à l'entrée du palais à votre gauche (à la dernière fenêtre au fond)
- Retrait
Tous les jours ouvrables à partir de 14 h

LE CERTIFICAT DE NATIONALITE BURKINABE
Pour toutes demandes d'établissement de certificat de nationalité burkinabè, il faut :

1. Une demande timbrée à deux cent (200) francs (timbre fiscal) adressée à Monsieur/Madame le/la Président (e) du Tribunal de Grande Instance de Ouagadougou
2. Un timbre fiscal de deux cent (200) francs qui sera collé sur l'original du certificat
3. La somme de sept cent (700) francs donnant droit à l'original du certificat plus deux copies certifiées

Le dossier doit être complété par les pièces désignant selon les cas suivants :

- 1er cas : personnes nées au Burkina Faso d'un père ou

d'une mère qui y est lui-même ou elle-même né(e), il faut :

- l'acte de naissance du demandeur
- l'acte de naissance du père ou de la mère

- 2ème cas : personnes nées d'un père ou d'une mère burkinabè
- Acte de naissance du demandeur
- Certificat de nationalité burkinabè du père ou de la mère
- 3ème cas : personne ayant épousé une ou un Burkinabè : le mariage doit avoir duré au moins 6 mois
- Acte de naissance du demandeur
- Acte de mariage
- Certificat de nationalité du conjoint
- 4ème cas : personnes naturalisées burkinabè :
- Acte de naissance du demandeur
- Décret de naturalisation
- 5ème cas : personnes nées au Burkina de parents étrangers et y ayant leur résidence depuis au moins les cinq années précédant leur majorité :
- Acte de naissance du demandeur
- Certificat d'identité et de résidence
- 6ème cas : personnes ayant acquis la nationalité burkinabè par déclaration (enfant mineur né au Burkina Faso) :
- Acte de naissance du demandeur
- La déclaration d'acquisition de la nationalité burkinabè enregistrée au Ministère de la justice
- 7ème cas : personnes ne pouvant justifier d'aucune nationalité d'origine :
- Acte de naissance de l'intéressé

Délais moyen de traitement
Deux (2) semaines. «Nous travaillons à réduire ce délai à une semaine», souligne le Greffier

en Chef du Tribunal de Grande Instance de Ouagadougou.

D é p ô t
Tous les jours ouvrables de 08 h à 10 h au bureau d'accueil et de renseignement situé à l'entrée du palais à votre gauche (à l'avant dernière fenêtre au fond).

R e t r a i t
Tous les lundi, mercredi et vendredi à partir 14 h

NB : Les dépôts et retraits des casiers judiciaires et certificats de nationalité se font au niveau du bâtiment du bureau d'accueil et de renseignement situé à gauche de la porte d'entrée principale (porte face à la Direction générale des transports maritimes et terrestres).

RESTITUTION DES SCHELLÉS
Une demande timbrée à 200 FCFA adressée au Greffier en chef contenant les pièces suivantes :
- Un extrait de jugement
- Un extrait de certificat de non appel
- Une photocopie de la Carte nationale d'identité burkinabè (CNIB) et une procuration s'il y a lieu
- Les pièces justificatives de la propriété du scellé, ou titre de propriété

BUREAU D'EXÉCUTION DES PEINES
Pour le recouvrement des amendes : se présenter devant le chargé et payer contre quittance son amende.

Source : DAJAV et
TGI de Ouagadougou

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Ouverture officielle de la 29e Session ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine : la jeunesse toujours au centre des préoccupations

Addis-Abeba



La cérémonie d'ouverture de la 29e Session ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA) s'est déroulée ce lundi 3 juillet 2017, en milieu de journée au siège de l'organisation à Addis-Abeba en Ethiopie.

La cérémonie d'ouverture de la 29e Session ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA) s'est déroulée ce lundi 3 juillet 2017, en milieu de journée au siège de l'organisation à Addis-Abeba en Ethiopie, en présence de nombreux chefs d'Etat dont le Président Roch Marc Christian KABORE. Les dirigeants africains vont plancher autour du thème : « Tirer pleinement profit du dividende démographique en investissant dans la jeunesse ».

La cérémonie d'ouverture fut marquée par de nombreuses interventions dont celle

du Président de l'Autorité palestinienne, Monsieur Mahmoud ABBAS, celle de Madame Amina MOHAMAD, Secrétaire générale adjointe de l'Organisation des Nations unies, précédée du président de la Commission de l'UA, Monsieur Moussa Faki MAHAMAT. Il y eut enfin le discours d'ouverture du président en exercice de l'UA, le Professeur Alpha CONDE de la Guinée. A l'entame de son propos, le Professeur CONDE a demandé une minute de silence en la mémoire du Président Quet Ketulé MASIRE du Botswana et du Docteur Osotimehin BABATUNDE du FNUAP. Abordant le thème de ce Sommet, le

Président Alpha CONDE a d'abord décrit une situation sociopolitique africaine caractérisée principalement par la persistance de la pauvreté, des crises et des conflits de diverses natures, des migrations, une dégradation de l'environnement, etc. Il a cependant traduit son optimisme en rappelant que la jeunesse représente 70% de la population en Afrique. Ainsi, pour le Président Alpha CONDE, « la gestion holistique des défis liés à la jeunesse nous interpelle, car elle est l'alternative qui nous permettra de bâtir des économies fortes et résilientes capables d'assurer une croissance soutenue et un développement

La suite à la page 12

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 11

inclusif dans un espace intégré, et renforcer notre compétitivité au niveau mondial ». La présentation en plénière, par le Président Idriss DEBY ITNO d'un rapport d'étape du Forum panafricain de la jeunesse, tenu du 29 juin au 1er juillet 2017 à N'Djamena au Tchad, a permis aux chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine d'entrer dans le vif du sujet. Il ressort de ce rapport que la jeunesse africaine souhaite être désormais associée à toutes les décisions sur son avenir. Les jeunes

africains ont de ce fait formulé 97 recommandations se rapportant à cinq grands domaines, a souligné le Président Idriss DEBY ITNO. « Ces recommandations portent sur les thèmes suivants : emploi et entrepreneuriat ; éducation, formation et développement des compétences ; migration, paix et sécurité ; droit, gouvernance et autonomisation de la jeunesse ; santé, art, culture et sport au service du bien-être des jeunes », a précisé le Président tchadien. Les travaux se poursuivent

jusqu'au mardi 4 juillet 2017 avec des séances à huis clos portant sur l'examen de rapports dans les domaines de la paix et de la sécurité ; la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'UA ; l'adoption du budget 2018 et des nominations à des postes vacants au sein de l'organisation panafricaine.

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso

Lancement d'une nouvelle compagnie de transports : S.B.T.A

Région du Centre

Le Ministre des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière, Monsieur Souleymane Soulama accompagné de quelques membres du gouvernement, des députés de l'Assemblée Nationale ont procédé au lancement officiel de la Société BONKOUNGOU Transport de l'Agnéby-Burkina ce lundi 3 juillet 2017 à Ouagadougou. Une compagnie née du fruit du Traité d'Amitié et de Coopération (TAC) entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, selon son promoteur.

Cette nouvelle née des compagnies de transports qui



Monsieur, Soulama soutient que la S.B.T.A. va contribuer sans doute à renforcer les efforts de désenclavement que son département a entrepris depuis belle lurette mais à la réduction des distances et le rapprochement des diverses localités des deux pays frères, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire.

La suite à la page 13

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 12



Lancement d'une nouvelle compagnie de transports : S.B.T.A.

desservira désormais l'axe Ouaga-Abidjan se fixe pour objectif de mettre un accent particulier sur la sécurité et le confort des voyageurs. Le Président de la cérémonie de lancement de cette nouvelle société qui fait son entrée dans le paysage du transport routier au Burkina Faso, Monsieur Souleymane Soulama s'est réjoui de l'initiative du promoteur. Une initiative qui selon lui, s'inscrit en droite ligne avec les objectifs de la politique du Programme National de Développement Economique et Social (PNDES). Monsieur, Soulama soutient que la S.B.T.A. va contribuer sans doute à renforcer les efforts de désenclavement que son département a entrepris depuis belle lurette mais à la réduction des distances et le rapprochement des diverses localités des deux pays frères, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire. Le Ministre Souleymane Soulama a encouragé les promoteurs de la compagnie S.B.T.A pour leurs investissements en faveur du Burkina Faso. Il a par ailleurs invité



Le Ministre Souleymane Soulama a encouragé les promoteurs de la compagnie S.B.T.A pour leurs investissements en faveur du Burkina Faso.

les autres compatriotes ivoiriens à emboîter le pas de la S.B.T.A. Cette compagnie, située en face du marché de Gounghin à Ouagadougou fera son tout premier voyage dans la nuit du jeudi 06 juillet 2017 à partir de 20h 00 et ce à un tarif étudié selon son promoteur, Moussa BONKOUNGOU.

T a r i f :

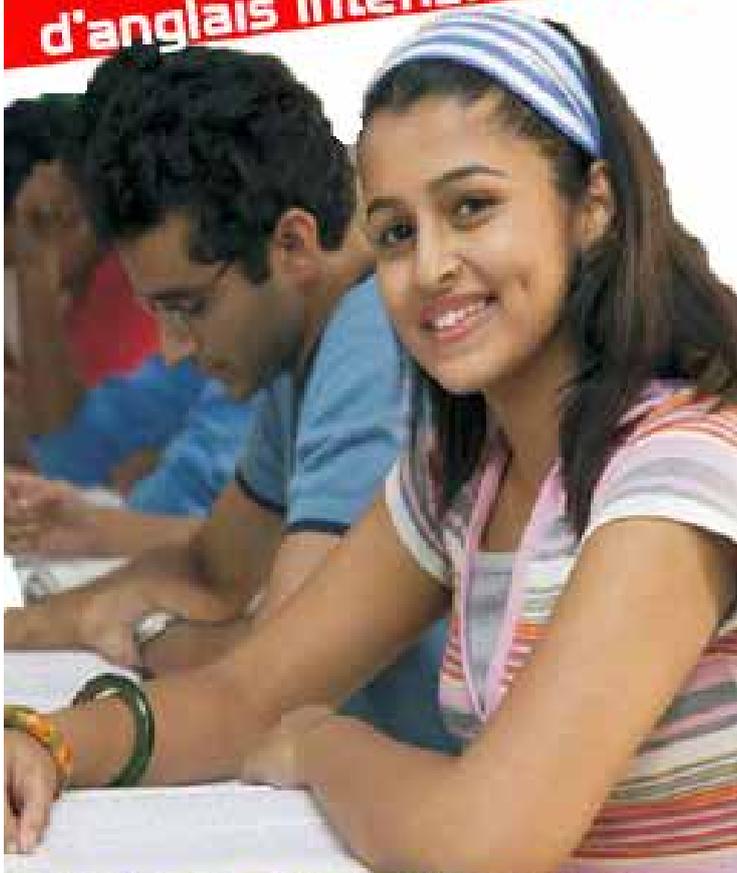
Ouaga-Abidjan – 25. 000F ; Ouaga-Bouaké- 19. 000F ; Bobo-Abidjan- 20.000F et Bobo-Bouaké-13.000 F.

Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle (DCPM).

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le Centre d'Examen Européen

organise 3 sessions de cours
d'anglais intensif en 2017



.Du 15 février au 15 mars
.Du 15 Juillet au 15 août
.Du 15 septembre au 15 octobre

Préparation aux:

- ➔ TOEIC - TOEFL
 - ➔ La Licence avec English Discoveries, la solution complète d'apprentissage de l'anglais en ligne.
- Durée de formation
6 mois

INSCRIPTIONS OUVERTES

40 000
FCFA

A Ouaga, contact: 72 07 20 20

A Bobo, contact: 72 07 09 09

Email : contact@ebs-edu.fr

Site web : www.sciences-campus.org

**NB: Une attestation
vous est offerte à la fin
de chaque formation**

Les cours se déroulent
du lundi au vendredi
de 18h à 20h

- ➔ Ouagadougou au centre d'examen européen, situé à Ouaga 2000 sur l'avenue Sembene Ousmane à 500m de l'ambassade des Etats Unis;
- ➔ Bobo à ISC-bobo, au centre-ville Avenue Guillaume, Immeuble Sanga Med;

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: ALIMA - Administration terrain Manager - Anglais courant H / F

Description

Détail du poste: 2017_06_26 administration Gestionnaire de champs - Anglophones

LOCALISATIONS

SUD SOUDAN: JUBA / Raja / Aweil

NIGERIA: MAIDUGURI / Nous / Monguno

MISSION ET ACTIVITÉS PRINCIPALES

Dans ses différents domaines d'intervention, le directeur de l'administration sur le terrain devra se assurer de:

le respect des règles et procédures ALIMA a décidé pour le pays

la bonne organisation fonctionnelle des ressources sur son terrain

le suivi de l'utilisation des moyens (dépenses et engagements)

le caractère adéquat en nombre, les compétences et la nature des maladies RH administrative

DOMAINES D'EXPERTISE

Comptabilité: assurer l'application des règlements de l'argent de la sécurité, le respect de la lisibilité des procédures et des dépenses de la mission

Gestion de trésorerie: assurer en permanence un niveau de financement requis pour l'avancement du projet

Gestion budgétaire: traduire sous forme budgétaire toutes les informations de moyens

Les moyens de gestion globale: mettre en place des éléments requis pour les ressources matérielles de suivi

Gestion administrative et qualitative du personnel national: assurer le respect des règles administratives dans la gestion du personnel national et veiller à ce que ces règles sont réunies et respectées par tous

Ville Selon besoin

Expériences / Formation du candidat

Diplôme universitaire en finance, administration et ressources humaines

Expérience minimum 1 an en finance et gestion des ressources humaines

L'expérience dans un poste similaire pendant au moins 1 an

L'expérience avec l'ONG médicale internationale, un atout

Gestion de l'équipe et les compétences de supervision

Une parfaite connaissance du paquet MS Office, en particulier Excel et mot

Connaissance de Saga (logiciel Finance) & Homere (logiciel HR) est très apprécié

Langues parlées

L'anglais est obligatoire (écrit, lu, parlé), le français et le haoussa sont un atout

Qualité du candidat

Sens de l'organisation, la méthode et l'autonomie

Habitués à travailler dans une équipe dans des contextes multiculturels

Compétences en matière de formation et de soutien

Excellente capacité de compréhension et le respect des procédures médicales

Rigoureuse, résistant au stress et une bonne capacité d'adaptation

Fonctions Organisation, Administration, Ressources Humaines

Activités S a n t é

Pays A f r i q u e

Contrat C D D

Durée du contrat

Contrat de droit français, 3 ou 6 mois, renouvelable

Salaire / Indemnité

Salaire : selon l'expérience + per diem

ALIMA paie pour:

- les frais de déplacement entre le pays d'origine et le lieu de la mission de l'expatrié

- les frais d'hébergement

- couverture médicale dès le premier jour du contrat à un mois après la date de départ du pays de mission pour l'employé

- évacuation de l'employé

Documents à envoyer

Documents à envoyer: Pour postuler, s'il vous plaît envoyez

La suite à la page 16

JOBS CAMPUS

La suite de la page 15

vosre CV et vos réponses aux questions suivantes (qui se trouve dans une lettre de couverture classique) à candidature@alima-ngo.org avec la référence « Champ Administration Manager » dans la ligne objet.

1) Comment situez-vous dans le paysage ALIMA d'urgence médicale des ONG?

2) Décrivez votre expérience sur l'administration sur le

terrain dans l'environnement humanitaire? À votre avis, quelles sont les principales compétences d'un bon gestionnaire de l'administration sur le terrain?

3) Selon vous, quels sont les enjeux de cette position dans un contexte d'urgence?

4) S'il vous plaît indiquer votre niveau en anglais et en français, lecture écrit Parlé (échelle de 1 à 10, 10 étant la langue maternelle).

Toute demande sans réponse aux questions ne sera pas prise en compte.

Nom de la personne contact

Charlotte GARNIER

Date de fin de validité 27/07/2017



Avis de recrutement

Poste: RENFORCEMENT ET DES CAPACITES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE HANDICAP AXÉE de la RPDC

Description

TERMES DE RÉFÉRENCE

Mission de conseil: évaluation externe

Nom du projet:

Vers l'intégration des personnes handicapées dans la République populaire démocratique de Corée (RPDC) grâce à leur amélioration de l'accès aux services de réadaptation.

CONTEXTE DE L'ÉVALUATION:

Handicap International (HI) est une organisation d'aide indépendante et impartiale, qui intervient dans les situations de pauvreté et d'exclusion,

conflits et de catastrophes. Nous travaillons aux côtés des personnes handicapées et des populations vulnérables, en prenant des mesures et de témoigner afin de répondre à leurs besoins essentiels, améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et les droits fondamentaux. Depuis sa création en 1982, est allé Handicap International à travailler dans plus de 59 pays dans le monde entier.

HI est opérationnel en RPD de Corée depuis 2001, la mise en œuvre conjointement des projets avec la Fédération coréenne pour la protection des personnes handicapées (KFPD). KFPD est une organisation de la société civile quasi avec le mandat de travailler sur toutes les questions relatives aux personnes

handicapées dans le pays.

Dans la première phase de la collaboration entre HI et KFPD, notre partenaire a demandé une aide pour moderniser la production orthopédique dans le centre orthopédique de Hamhung. Plus tard, il a élargi sa demande à divers secteurs d'invalidité tels que le renforcement des capacités, la sensibilisation, l'éducation et les moyens d'existence. Le travail a également conduit à la création de la Fondation coréenne pour la protection des handicapés et des orphelins (KFDO), une sous-branche de KFPD. Cela a permis le développement de nouveaux projets ainsi qu'un bureau de représentation à Beijing avec le double objectif de la mise en réseau dans le domaine du handicap et d'être une interface avec les donateurs internationaux

La suite à la page 17

JOBS CAMPUS

La suite de la page 16

potentiels en dehors de la RPDC.

Il est important de noter que pour des raisons politiques, depuis 2006 HI n'a pas officiellement d'exister en RPDC en tant que tel et il est connu sous le nom de l'unité d'appui au programme de l'Union européenne 7 (EUPS Unité 7). Le personnel international sont considérés comme des experts techniques de l'UE a délégué au ministère des Affaires étrangères.

Comme dans d'autres pays en développement, les personnes handicapées et les questions liées à leur handicap sont également négligés en RPD de Corée. Les valeurs et la philosophie à la base de la société coréenne quittent les personnes handicapées exclues de la plupart des services de base offerts au reste de la population (services sociaux, de la santé et de réadaptation, etc.). De plus, les personnes handicapées ne sont pas en mesure de donner une voix suffisamment à leurs besoins et de participer au processus de prise de décision. Ils ont peu de connaissance de leurs droits et capacités et ont limité la participation à des activités communautaires. En Corée du Nord, par conséquent, les personnes handicapées sont un groupe particulièrement vulnérable et invisible, au risque de tomber dans un cycle de la discrimination, la privation et la pauvreté.

Au cours des dernières années, les actions et les plans du gouvernement ont pris une direction positive, ce qui

démontre un changement de comportement de valeur. Un engagement symbolique importante a été prise par la ratification par le gouvernement de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées (CDPH) en Décembre 2016 et la modification de la loi sur le handicap coréen (KDL) en Novembre 2013.

CONTEXTE DU PROJET :

En Corée du Nord, les services de réadaptation fonctionnelle modernes sont difficilement disponibles en termes d'accès et de la diversité. Au sein de la RPDC, les professions physiothérapie et d'ergothérapie ne sont pas reconnus. Physiothérapeute (souvent diplômé en médecine traditionnelle Koryo) et le personnel médical n'ont pas assez de compréhension sur l'approche contemporaine des services de réadaptation fonctionnelle (y compris la physiothérapie et l'ergothérapie) et une approche multidisciplinaire. Les traitements de physiothérapie sont principalement axées sur des techniques passives telles que la chaleur, le froid, électrothérapie, massage, etc. De plus les soins de réadaptation commence souvent assez tard dans le processus de récupération qui peut entraîner des complications secondaires et un réduit les chances de gain fonctionnel. Cependant, le concept de services de réadaptation fonctionnelle

(physiothérapie et ergothérapie) est de jour en jour et d'obtenir une meilleure reconnaissance que les deux institutions de KFPD et de santé; voir la kinésithérapie / professionnelle comme un véhicule important pour dispenser les soins de réadaptation fonctionnelle / physique pour les personnes handicapées.

Cependant, la disponibilité des services de réadaptation fonctionnelle est encore très limitée et plus ou moins limitée aux quelques institutions de niveau national spécialisés tels que Humhung orthopédique Factory (Hamgyong du Sud), Songrim orthopédique usine (North Hwanghae), Roaknang orthopédique Factory, KRCCD, réhabilitation Munsu Centre (Pyongyang), etc. l'accès à ces institutions pour les personnes handicapées qui vivent dans des régions éloignées est resté difficile et en raison de diverses raisons telles que la distance, les moyens de transport, retard dans la réception du permis de Voyage et besoin de long séjour dans les établissements pour recevoir les services et ainsi de suite. Pour étendre la portée de ces services aux personnes handicapées qui vivent dans des régions éloignées du pays; Certains efforts ont été faits par l'organisation des camps mobiles de réadaptation sporadiques dans les régions éloignées, mais ces efforts sont loin ci - dessous pour répondre à la demande de services.

Afin de remédier à ces lacunes, Currnetly HI en collaboration

La suite à la page 16

JOBS CAMPUS

La suite de la page 17

avec KFPD et avec le soutien financier de l'Union européenne, est la mise en œuvre d'un projet « Vers l'intégration des personnes handicapées dans la République populaire démocratique de Corée (RPDC) grâce à leur amélioration de l'accès aux services de réadaptation » avec l'objectif principal d'accroître l'accès aux services de réadaptation physique à travers trois principales approches / initiatives stratégiques

La décentralisation des services de réadaptation physique par l'établissement de l'unité de physiothérapie dans le comté, du district et des établissements de santé au niveau communautaire.

Renforcement des capacités de la province et de la santé au niveau national et à la réadaptation professionnelle.

Soutien KFPD à carryout la remise en état d'évaluation des besoins et d'élaborer la stratégie de réhabilitation nationale:

Le projet a maintenant approche vers son achèvement. Le projet sera achevé avant le 30 Septembre 2017, y compris le 3 mois NCE (sans extension des coûts).

RÉSUMÉ DU PROJET :

Titre du projet: Vers l'intégration des personnes handicapées dans la République populaire démocratique de Corée (RPDC) grâce à leur amélioration de l'accès aux services de réadaptation.

Période: Janvier ici à 2015 - Septembre 2017 (l'y compris trois mois sans extension des coûts)

Emplacement: République démocratique populaire de Corée (RPDC), ville de Pyongyang, du Hamgyong du Sud et Provinces du Nord Pyongan

Mise en œuvre: Fédération coréenne de la protection des personnes handicapées (KFPD)

Dans l'ensemble Objectif « Le droit aux services de réadaptation (article 26 de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées - CDPH) est mis en œuvre en Corée du Nord, ce qui contribue à l'inclusion sociale ».

Indicateurs

KFPD et les parties prenantes concernées ont démontré la capacité de formuler une feuille de route pour conseiller le gouvernement sur la politique et sur le plan d'action pour le développement du secteur de la réadaptation en Corée du Nord, en suivant les principes de la CDPH.

Objectif spécifique: « La valeur ajoutée d'une approche communautaire pour la réadaptation et l'approche centrée sur la personne est démontrée et promu ».

Les indicateurs cibles pour l'objectif spécifique sont les suivantes:

SO1 - À la fin du projet, environ 100.000 membres de la communauté ont accès aux services de santé de proximité, offrant réadaptation physique de base

SO 2 - initiatives pilotes visant à développer les capacités des prestataires de services à différents niveaux du pays sont mis en œuvre et documenté comme exemples de bonnes pratiques (CDPH de l'article 26, alinéa 2)

SO3 - À la fin du projet, au moins 40 acteurs coréens impliqués dans les services de réadaptation ont partagé leur expérience et de bonnes pratiques sur les services de réadaptation

Résultats

Résultat 1: Une initiative pilote visant à fournir des services de réadaptation de proximité et centrés sur la personne pour la communauté est développée.

Résultat 2: Une initiative pilote visant à répondre à l'éducation et les besoins particuliers des jeunes enfants (3 à 10 ans) ayant un handicap est développée.

Résultat 3: La capacité des KFPD et fournisseurs de services ciblés pour soutenir le gouvernement dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies de réhabilitation nationales alignées avec la CDPH est améliorée.

OBJECTIFS, RÉSULTATS ET CRITÈRES DE L'ÉVALUATION :

La suite à la page 19

JOBS CAMPUS

La suite de la page 18

Objectifs de l'évaluation:

L'objectif principal de l'évaluation est de déterminer l'efficacité du projet dans la réalisation de l'objectif global et spécifique de promouvoir l'accès aux services de réadaptation fonctionnelle pour les personnes et les enfants handicapés grâce à la décentralisation des services aux institutions communautaires et le renforcement des capacités des autorités nationales et provinciales acteurs de la santé au niveau.

Cela se fera par les évaluateurs propre évaluation qualitative (par le biais d'entrevues avec les parties prenantes, en visitant divers établissements de santé, rencontrer des gens handicapés, etc.) et une analyse des données du projet quantitatives existantes (y compris une évaluation de la validité des données du projet). Le projet viendra à sa fin en Septembre 2017 et par conséquent, conformément à la surveillance interne et la politique d'évaluation Handicap International une évaluation externe sera entreprise.

Les principaux résultats attendus de l'évaluation sont

Une appréciation générale de la façon dont le projet a atteint les objectifs et les indicateurs vérifiables conformément aux critères de qualité de l'évaluation

Le projet global approches et bonnes pratiques / enseignements clés sont identifiés et analysés.

Les points forts du projet, les

limites ou les défis rencontrés sont identifiés et comment ils ont été surmontés par les partenaires du projet. Des recommandations spécifiques sont disponibles pour le suivi des projets.

Critère d'évaluation

HI adhère à sa politique interne et PME en utilisant bien définit 12 critères pour l'évaluation de c'est des projets (http://www.hiproweb.org/uploads/tx_hidrtdocs/PosterQualityFrameworkHI.pdf).

Par conséquent, en fonction du contexte de la mission et la mise en œuvre du projet; l'évaluation externe du projet évaluera tous ces critères prédéfinis de .in terme de la pertinence, l'efficacité, l'efficience et la durabilité; l'évaluation doit répondre à l'engagement minimum mentionné ci-dessous. De plus, l'évaluation permettra également d'évaluer de partenariat et fournira des recommandations pour les actions de suivi. Pour mieux apprécier l'application des critères d'évaluation des questions de l'évaluateur sont fournir d'une manière non-exhaustive.

UN OBJECTIF: PERTINENCE

Les objectifs spécifiques et les résultats attendus appropriés pour le contexte social et politique actuel en République populaire démocratique de Corée?

Les activités du projet conçus et appliqués de façon pertinente aux besoins des partenaires du projet, les groupes cibles et les bénéficiaires finaux?

Quelles ont été les forces et les faiblesses des processus de gestion et de la structure?

OBJECTIF DEUX: EFFICACITÉ

Dans quelle mesure les effets escomptés du projet ont été atteints? Les indicateurs de résultats appropriés pour mesurer les résultats escomptés du projet?

Quels ont été les principaux mécanismes de contrôle de la qualité de la mise en œuvre du projet et comment pourraient-ils être améliorés?

Ont les réalisations accomplies pour chaque résultat contribué à la réalisation de l'objectif spécifique?

Comment le projet a progressé vers la réalisation de l'objectif spécifique et de ses indicateurs cibles?

OBJECTIF TROIS: EFFICACITÉ

Ont des synergies entre les résultats / activités du projet dûment identifiés et utilisés à leur avantage au maximum?

Le rapport coût-efficacité projet dans sa conception d'ensemble?

Quelles ont été les principales forces et faiblesses des synergies entre Handicap International et les partenaires

La suite à la page 20

JOBS CAMPUS

La suite de la page 19

dans le contexte du pays?

OBJECTIF DURABILITE QUATRE:

HI a fourni les supports techniques et financiers appropriés pour les principales parties prenantes du projet pour assurer la viabilité du projet?

De quelle manière le projet at accroître la capacité des partenaires de HI pour entreprendre leurs propres projets et actions qui sont pertinentes pour le pays?

Quels sont les facteurs mis en place par le projet d'assurer la durabilité des résultats attendus du projet?

Ce que les partenaires ont accru les connaissances et les compétences nécessaires pour poursuivre les activités de leur propre chef?

CINQ OBJECTIF: ANALYSE DU PARTENARIAT

Quel a été le niveau de participation des partenaires du projet dans la conception et la mise en œuvre des activités du projet?

Dans quelle mesure les parties prenantes nationales provinciales (comme les établissements de santé au niveau provincial, les établissements de santé au niveau du comité populaire, des commissions d'éducation, etc. Département de spécial) impliqués dans la mise en œuvre du projet?

Quel est le niveau de participation des partenaires dans la résolution des problèmes en cours et de l'évolution de la conception et les activités du projet?

Les expériences et les enseignements tirés de la mise en œuvre du projet d'alimentation dans le développement stratégique des partenaires à court et à moyen terme?

OBJECTIF SIX: Autres ANALYSE

Comment le projet a contribué à la mise en œuvre de la CDPH.

Comment le projet a abordé l'aspect genre

Principaux résultats attendus de l'évaluation:

Au cours de la mission, le consultant facilitera une ½ journée les principales conclusions de réunion avec le personnel du projet et les partenaires du projet afin de présenter les premiers résultats de l'évaluation et l'occasion pour les discussions liées au projet.

Le consultant élaborera un rapport d'évaluation comprenant les éléments suivants:

Contexte de l'évaluation

Objectifs de l'évaluation

Méthodologie de l'évaluation, y compris le calendrier des visites sur le terrain et des informations sur

les personnes interrogées

Résultats de l'évaluation

Recommandations pour la mise en valeur du projet et les prochaines étapes

Procédé de l'évaluation:

Première étape : lecture de tous les documents pertinents qui seront fournis par le coordonnateur du projet en temps voulu;

Deuxième étape : la coordination directe avec l'équipe du projet HI pour finaliser la méthodologie d'évaluation et de planification qui comprend autant que possible les partenaires nationaux du projet;

Troisième étape : Mise en œuvre des entrevues d'évaluation, des discussions et l'observation directe avec des partenaires directs (KFDP), des provinces et des installations nationales de santé de niveau / santé et soins de réadaptation professionnels / comité des peuples provinciaux, et les enfants handicapés

Quatrième étape : Mise en œuvre de ½ réunion d'examen de la journée avec l'équipe du projet HI et ses partenaires;

Cinquième étape : Présentation du projet de rapport d'évaluation au directeur du programme de HI RPDC et conseiller technique des services de réadaptation fonctionnelle pour commentaires.

Sixième étape : Soumission du rapport final d'évaluation

La suite à la page 21

JOBS CAMPUS

La suite de la page 20

* L'un des défis contextuels de l'évaluation est lié au fait qu'il est presque impossible de parler directement avec les personnes handicapées (les bénéficiaires ultimes du projet) et d'organiser la réunion des groupes de discussion / discussion ou tout type de réunion du groupe.

R e s p o n s a b i l i t é s :

L ' é v a l u a t e u r :

Proposer une méthodologie claire de travail, en tenant compte des contraintes et des opportunités spécifiques du pays; **

Consultez l'horaire détaillé proposé par l'équipe et faire des commentaires / suggestions en cas de besoin ***;

Toutes les entrevues Mener, la recherche, l'analyse des informations relatives à l'évaluation;

Discuter des résultats préliminaires / conclusions / recommandations HI Directeur Pays et coordonnateur de projets;

Fournir projet d'évaluation et les rapports finaux écrits en anglais selon les exigences décrites dans le chapitre « Sorties de l'évaluation »;

Fournir la preuve de la couverture d'assurance médicale adéquate; assurance rapatriement d'urgence sera organisé par Handicap International avec International SOS comme disposition standard;

Fournir la preuve de professionnelle adéquate,

l'assurance responsabilité civile ou une décharge de responsabilité par laquelle il / elle répond personnellement à tout dommage causé à des tiers par son / son acte.

Organiser son / son Voyage et visas (HI soutiendront l'obtention ce dernier et les vols Pékin-Pyongyang-Pékin).

** S'il vous plaît noter que selon le règlement intérieur pays; la rencontre individuelle ou une entrevue / Focus Groupe de discussion avec les bénéficiaires directs du projet pourraient ne pas être possible

*** En raison du contexte politique de la RPD de Corée, le calendrier de la mission sera soumis au ministère des Affaires étrangères avant le début de la mission sur le terrain. Il comprendra des réunions avec les principaux intervenants et partenaires, le travail de bureau, des interviews et un certain nombre de visites sur le terrain qui est en fonction de la volonté des autorités locales. Très peu de flexibilité sur ce calendrier sera autorisé au cours de la mission. En plus de tout cela l'entrevue avec les parties prenantes, y compris les bénéficiaires du projet sera faite par l'interprète (attribué par le partenaire national de HI) et l'entretien (y compris celui à un) a lieu en présence du personnel du partenaire. L'évaluateur ne sera pas avoir la possibilité de sélectionner l'emplacement, personne pour un entretien, etc.

Documents

clés:

Les principaux documents disponibles pour appuyer l'évaluation du projet sont;

Les termes de référence; présentes

P r o g r a m m e - c a d r e national HI 2014/2019;

Les propositions de projets soumis aux bailleurs de fonds;

rapports intermédiaires soumis aux bailleurs de fonds;

Les rapports de suivi des activités mises en œuvre;

Rapport d'évaluation interne 2016;

Le matériel produit et publié au cours du projet.

Ville

PYONGYANG, Hamgyong SUD ET NORD PROVINCES Pyongan

Expériences / Formation du candidat

Consultant Qualifications

La personne (ou équipe) qui se chargera de la mission auront les compétences suivantes:

qualification essentielle:

Bachelor / Master en sciences sociales / sciences politiques / physiothérapie / ergothérapie ou étude handicap avec une forte expérience en matière d'évaluation du projet de réadaptation fonctionnelle / physique

L'expérience avec l'évaluation des projets (projet financé par l'UE) de préférence

Expérience dans le domaine

La suite à la page 22

JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

de l'invalidité et des services de réadaptation fonctionnelle de préférence dans un pays en développement (pays de l'ANASE)

S o u h a i t a b l e :

Expérience de travail avec une grande quantité de documents à produire un document succinct;

L'expérience dans la conduite des réunions avec les différents acteurs (gouvernementaux, non gouvernementaux, etc. communautaire);

Bonne connaissance de la CDPH sont actifs;

Langues parlées

Langue: connaissance Courant de l' anglais écrit et parlé.

Qualité du candidat

Le consultant devra démontrer une capacité à comprendre le contexte, les contraintes politiques et logistiques prévalent dans le pays, et d'être en mesure d'intégrer ces réalités dans sa / son travail quotidien.

Le succès d'un expatrié en République populaire démocratique de Corée dépend à la fois les qualités personnelles et professionnelles qu'il / elle apporte à nu. Une capacité à faire preuve de tolérance, de la patience, la souplesse et l'autonomie sont des traits importants de la personnalité et sont les facteurs clés pour déterminer le succès

du demandeur. Le candidat doit être psychologiquement assez fort pour faire face à l'environnement, être calme, et ont un caractère bien trempé montrant la maturité et la diplomatie à la prise de décision. Il / elle doit être un bon communicateur et savoir quand et comment partager l'information et d'être en mesure d'organiser son / son temps avec une efficacité et une flexibilité en fonction des restrictions éventuelles imposées ou obligations administratives.

Fonctions

Etudes, Recherche

Activités S a n t é

Pays

Asie, Corée du Nord

Contrat I n c o n n u

Durée du contrat

Durée de la mission: 22 jours

Date prévue de début: 14 e Août 2017

Calendrier prévu de la consultation : les dates cidessous représentent un calendrier provisoire. Les dates peuvent varier et un plan de mission finale sera développée après sélection de consultants. Il est prévu que la mission sur terrain de consultantil faudra plus de 22 jours.

14 e Août - 18 e . Août 2017 Examen des documents de projet, préparer la mission, définir la méthodologie de l'évaluation et le programme

détaillé de la mission sur le terrain en coordination avec HI conseiller technique et directeur du programme (5 jours)

21 er Août 31 er Août 2017 Voyage à la mission de la RPDC et sur le terrain (11 jours , y compris le week - end)

1 er Septembre - 8 e Septembre 2017 soumission du 1 er projet (6 jours à l'exclusion des week - end)

Note: Au cours de la mission , le consultant sera d' accord avec le directeur du programme de HI sur un moment approprié pour les commentaires de HI et la présentation du rapport d'évaluation final; au plus tard le 15 e Septembre 2017.

Salaire / Indemnité

Handicap International:

Rembourser un vol aller-retour, du pays du consultant de résidence à Pyongyang et les frais de visa, sur présentation de factures et passer les pensions de famille (classe économique max 1300 EUR.);

l'aide pour soutenir la jambe de Beijing / Pyongyang et de fournir les documents nécessaires pour le visa;

Couvrir le coût du logement à Pyongyang et sur le terrain (chambre dans l'appartement avec d'autres expatriés partagé);

Couvrir les coûts associés à des interviews, des visites sur le terrain et d'autres activités impliquant les bénéficiaires et les autorités;

La suite à la page 24

JOBS CAMPUS

La suite de la page 22

Fournir un soutien logistique, y compris l'organisation de réunions comme demandé par l'évaluateur et de fournir le transport pour une utilisation lors de l'évaluation;

Fournir un traducteur en cas de besoin;

Mettre à disposition tous les documents pertinents à l'évaluateur (voir chapitre « documents clés »);

Fournir un espace de travail, l'accès à Internet, l'utilisation du téléphone et des services de bureau (copies, etc.).

Billet d'avion, visa, frais de logement et de transport local seront organisés par HI. Le coût des indemnités journalières ne sont pas acceptés;

Notez que, comme indiqué ci-dessus, une assurance rapatriement obligatoire sera organisé et couvert par HI avec International SOS. Cependant, le consultant doit avoir sa

propre assurance médicale adéquate et une assurance adéquate de responsabilité professionnelle / tiers (les deux ne sont pas couverts par HI).

Le paiement sera effectué après la présentation et la validation du rapport d'évaluation final.

Documents à envoyer

Les soumissions peuvent être acceptées par courrier à l'adresse : **dprk.hi.director@handicap-int.org.cn - Rajesh Chandra**, Champ directeur du programme

Les candidats doivent se soumettre à cette adresse avec ce qui suit:

CV du consultant et les membres de l'équipe; une lettre d'accompagnement;

technique et financière Proposition comprenant les éléments suivants:

Contexte et expérience du consultant;

Approche méthodologique proposée ;

Plan de travail proposé pour la mission sur le terrain;

Frais de Consultancy quotidien proposé, y compris toutes les taxes applicables

Nom de la personne contact

M. Rajesh Chandra, directeur du programme de terrain - **dprk.hi.director@handicap-int.org.cn**

S'il vous plaît noter que nous ne communiquerons candidats retenus.

Email de la personne contact
dprk.hi.director@handicap-int.org.cn

Date de fin de validité
1 0 / 0 7 / 2 0 1 7



Avis de recrutement

Poste: Soutien au développement d'outils de promotion

Description

Créée en 1952, l'association Initiatives et Changement France fait partie de l'ONG Initiatives et Changement International, présente dans 60 pays et fédérant

44 associations nationales.

I&C France a pour mission de développer l'engagement citoyen pour favoriser un meilleur vivre ensemble et renforcer la cohésion sociale.

Ainsi, nous créons et animons des espaces de rencontre et d'engagement pour des personnes de toutes convictions,

origines, générations et familles de pensée.

Ces espaces de rencontre peuvent prendre la forme de conférences, formations, ateliers, groupes de parole, séminaires, forums, facilitation de communication et de rencontres, en grande partie dans des zones de tensions.

La suite à la page 24

JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

L'association Initiatives et Changement recherche 1 volontaire en service civique en appui à la mission de communication générale de l'association, en lien avec la Déléguée Générale et la référente communication de l'association,

– **Participer à l'élaboration du plan de promotion**

– **Participer à développer des outils de promotion pour mobiliser et faire connaître les actions,**

– **Aider à la gestion du site internet: rédaction, publication en ligne et animation du site**

– **Apporter une dynamique sur les réseaux sociaux,**

– **Participer à l'organisation d'événements publics organisés par l'association.**

– **Participer à l'information** des réseaux de partenaires sur les actions de l'association et au développement de nouveaux partenariats.

Ville

Issy-les-Moulineaux

Fonctions

Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Etudes, Recherche

Activités

Animation, Formation, Education, Autre, Droit, Social

Pays

Europe, France

Contrat

Volontariat / service civique

Durée du contrat

1 an

Salaire / Indemnité

Indemnités légales d'un service civique, prise en charge de 50% des transports en commun

Documents à envoyer

CV + lettre de motivation

Nom de la personne contact

Claire Tamano

Email de la personne contact

r h @ i c - f r . o r g

Date de fin de validité

13/07/2017



Avis de recrutement

Poste: **Responsable Administratif et Financier** H/F – **F3E**

Description

Le F3E se positionne comme le réseau apprenant des acteurs français de la solidarité et de coopération internationales dédié à l'amélioration des pratiques en matière d'apprentissage, d'innovation, de qualité et d'impact de leurs actions.

Le F3E est composé de 85 membres

: ONG, collectivités territoriales françaises, fondations.

Le F3E organise ses activités en 3 pôles, « Apprentissage », « Animation », « Développement ».

Le F3E recrute, dans le cadre d'un remplacement de congé parental, un-e « Responsable Administratif et Financier » pour un CDD de 7 mois

LE

Au sein d'une équipe de 12 salariés, en étroite collaboration

POSTE

avec le Directeur, et avec l'appui de la chargée de gestion, vos assurerez les missions suivantes :

1/ Vous apportez un appui au directeur dans la gestion générale de la structure ; vous serez également conduit-e à intervenir auprès du conseil d'administration du F3E.

2/ Vous êtes garant de la politique et de la gestion financière de la structure :

– Elaboration, suivi et reporting des budgets (1,5 million €

La suite à la page 25

JOBS CAMPUS

La suite de la page 24

annuel), ; gestion des dossiers de subventions (administratif/budget, rapport financier, audit) en lien avec les bailleurs ; réflexion/évolution du modèle économique du F3E ; recherche de nouveaux financements...

- Etablissement et suivi des prévisions de trésorerie ; contrôle, règlement des notes de frais et factures fournisseurs ; suivi des opérations de facturation clients ; contrôle des encaissements et retard de paiement ; supervision de la comptabilité générale/analytique et des états comptables en lien avec le prestataire ;

- Organisation de la clôture des comptes annuels, gestion de la relation avec le CAC
 - Gestion des comptes et services bancaires ; gestion des placements financiers ; assurer les relations et besoins courants auprès la banque

3/ Vous assurez un support aux opérationnels sur les dimensions financières des projets / programmes

4/ Vous êtes en charge de la politique et la gestion des ressources humaines

- gestion administrative de la paie en lien avec le prestataire ; gestion des congés ; recrutement ; plan de formation ; dialogue social, politique RH à développer...

5/ Vous assurez la gestion administrative générale :

- Définition/mise en place procédure de gestion et

administrative, validation des contrats/conventions, relations sous-traitants services généraux...

Ville P a r i s

Expériences / Formation du candidat

Formation et expérience

De formation supérieure, vous possédez une expérience professionnelle d'au moins 8 ans, acquise sur un poste à responsabilité avec de fortes dimensions « finances » et une pratique des ressources humaines ;

Vous avez pratiqué les spécificités budgétaires du milieu associatif / ONG (nature des interlocuteurs, des règles budgétaires, connaissance des règles des bailleurs publics...) ;

Vous justifiez d'une réelle maîtrise de la comptabilité, de l'exercice de clôture des comptes, de l'analyse financière,

Vous faites état de solides connaissances en gestion des Ressources Humaines

Vous avez une parfaite maîtrise des outils informatiques classiques (Word, Excel, Power Point)

Vous avez une maîtrise de l'anglais professionnel.

Qualités et savoir être

Fort/e d'une bonne autonomie, vous souhaitez vous développer professionnellement dans cette logique métier (RAF)

Vous avez une réelle appétence pour la posture d'appui / conseil.

Vous avez une motivation pour les questions de solidarité et de coopération internationales.

Fonctions
 Animation, Formation, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Etudes, Recherche, Organisation, Administration

Activités
 Animation, Formation, Education, Autre, Economie, Finance, Administration, Informatique, Communication, Logistique, Mécanique, Ressources Humaines

Pays
Europe, France

Contrat C D D

Salaire / Indemnité

Poste basé à Paris, statut cadre, temps plein

Contrat à Durée Déterminée de 7 mois minimum, temps partiel 4/5 possible

Salaire : selon grille entre 38 et 40 k€ bruts annuels

Avantages : tickets restaurant 60%, frais de transport 50%, complémentaire santé 75%, RTT

A pourvoir en septembre 2017

Postuler en ligne <http://orientationdurable.com/responsable-administratif-financier/>

Date de fin de validité 31/07/2017

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
- Alfred Syé KAM
- Aminata PORGO
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture
médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en
version numérique à télécharger.*



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

01/07/2017 AU 08/07/2017 Groupe I

1	Avenir	25 36 13 38	13	Indépendance	24	Monderou	25 34 05 28
2	Baowendsom	25 41 44 99	14	Jobér	25 45 51 75	Nouvelle	25 30 61 33
3	Beatitudes	25 37 47 11	15	Katra	25 37 20 13	Panacea	25 36 66 88
4	Benaia	25 37 28 30	16	Kabore Dominique	25 38 48 84	Pelega	25 35 05 01
5	Camille	25 36 61 27	17	Keneya	25 30 71 38	Rayib-Tiga	25 40 75 88
6	Carrefour	25 33 23 10	18	Kossodo	25 35 63 04	Rivage	25 34 19 39
7	Centre	25 31 16 60	19	Lanibougna	70 98 14 80	Saint Bernard	25 45 14 82
8	Desa	25 47 50 50	20	Liberté	25 41 01 31	Saint Jean	25 37 00 33
9	Des Apôtres	51 44 58 58	21	Magnificat	25 41 29 90	Siloé	25 40 27 46
10	Elite	25 41 91 77	22	Maré	25 34 11 28	Song Taaba	25 36 64 62
11	Goulmou	25 43 63 05	23	Miniché	72 25 76 76	St François d'Assise	25 36 85 85
12	Hope	71 14 22 22					

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18

Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Bobo-Dioulasso

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ Couverture médiatique

✓ Publicité

✓ Communication



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO